



19.026

**Für eine massvolle Zuwanderung  
(Begrenzungs-Initiative).  
Volksinitiative****Pour une immigration modérée  
(initiative de limitation).  
Initiative populaire***Fortsetzung – Suite*

## CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.19 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.19 (FORTSETZUNG - SUITE)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 09.12.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.12.19 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.12.19 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**Clottu Raymond** (V, NE): Quel est le but de l'initiative de limitation? Simplement une gestion raisonnable et autonome de l'immigration, comme un pays souverain doit pouvoir le faire. La Suisse et l'Union européenne sont deux partenaires égaux. C'est bien et bon pour les deux parties. Par contre, il y a une différence majeure entre les deux: l'un de ces partenaires a la libre circulation des personnes pour pilier de sa politique, l'autre a la démocratie directe pour pilier de sa constitution. Il est important qu'en tant que partenaires égaux, avec un mode de fonctionnement différent, chacun respecte le pilier de l'autre.

Notre pays compte actuellement déjà 8,5 millions d'habitants et, faute d'une limitation, une Suisse à 10 millions d'habitants serait très et trop vite une réalité, avec des conséquences désastreuses pour notre territoire qui n'est pas extensible, pour notre environnement et, par là même, pour notre qualité de vie. La croissance démographique et les besoins supplémentaires qui en découleraient exigeraient une augmentation de l'espace habitable de l'ordre de 20 à 30 pour cent. Cela signifierait concrètement le bétonnage des paysages

AB 2019 N 1844 / BO 2019 N 1844

ou, en procédant à des constructions de plus en plus denses, l'émergence de bidonvilles dans nos agglomérations. Et non, Monsieur Béglé, nous ne voulons pas d'un Singapour en Suisse. Où sont donc ceux qui, récemment encore, ont fait de grandes déclarations en faveur de la conservation des surfaces cultivables et du climat? Le besoin en espace habitable n'est pas le seul problème: 1,5 million d'habitants supplémentaires chargerait encore plus nos infrastructures, qui ont déjà atteint, pour certaines, la limite de leurs capacités.

De toute évidence, les partisans de la libre circulation se laissent guider par des intérêts purement commerciaux à court terme et ferment les yeux devant les conséquences de ce phénomène. Or, à moyen et à long terme, comme cela a déjà été évoqué il y a bientôt une semaine et demie par mes collègues, la Suisse risquerait d'y perdre durablement sa prospérité, ce qui aurait pour conséquence de nous envoyer dans le fossé.

Bien sûr que les accords bilatéraux sont importantes pour la Suisse, mais ils le sont également pour l'Union européenne. Mais pas à n'importe quel prix et pas de la manière dont l'Europe agit actuellement envers la Suisse. Des accords bilatéraux, nous en concluons constamment avec d'autres pays, sans que cela soit accompagné d'une reprise systématique de leurs lois. La place économique suisse dispose d'un bon réseau. Ce n'est grâce qu'à notre capacité d'innovation, de réactivité, de précision et aux bonnes relations que nous entretenons avec tous nos partenaires internationaux que nous parvenons à exporter dans le monde entier.

Enfin, je ne peux me retenir de vous citer la fable de Jean de La Fontaine, "La grenouille qui se veut faire aussi grosse que le boeuf":

"Une Grenouille vit un boeuf

Qui lui sembla de belle taille.



Elle qui n'était pas grosse en tout comme un oeuf  
Envieuse s'étend, et s'enfle, et se travaille  
Pour égaler l'animal en grosseur,  
Disant: Regardez bien, ma soeur;  
Est-ce assez? dites-moi; n'y suis-je point encore?  
Nenni. M'y voici donc? Point du tout. M'y voilà?  
Vous n'en approchez point. La chétive pécore  
S'enfla si bien qu'elle creva."

Le Conseil fédéral et tous les autres groupes ne sont pas plus sages. Ils préfèrent une Suisse à 10 millions d'habitants, prête à exploser, à un contrôle raisonnable ou modéré de notre immigration.

**Fridez Pierre-Alain (S, JU):** Le texte de l'initiative est clair et limpide: "la libre circulation des personnes cesse d'être en vigueur dans les douze mois qui suivent l'acceptation" de l'initiative par le peuple et les cantons; "la Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers"; "aucun nouveau traité international ne sera conclu et aucune autre nouvelle obligation de droit international ne sera contractée qui accorderaient un régime de libre circulation des personnes à des ressortissants étrangers." Pendant une année, le Conseil fédéral pourrait tenter de négocier avec l'Union européenne pour que l'accord actuel sur la libre circulation des personnes cesse d'être applicable et, surtout, pour le modifier. Mais le temps imparti serait d'office trop court et aucun accord ne pourrait être trouvé. Il suffit de se rappeler les difficultés actuelles concernant les discussions sur l'accord-cadre ou toute la problématique que connaît l'Europe avec le Brexit. Il faut laisser du temps au temps, et l'initiative de l'UDC ne nous en laisserait pas. La clause guillotine s'activerait et les accords bilatéraux mourraient de leur belle mort.

Il est bon de rappeler que les accords bilatéraux concernent entre autres la recherche, l'agriculture, les marchés publics, les transports terrestres, le transport aérien ou encore la suppression des obstacles techniques au commerce et, donc, aux exportations. La Suisse ne pourrait conclure de nouveaux accords.

Le texte précise encore que la Suisse réglera "de manière autonome l'immigration des étrangers". La belle affaire! le retour aux contingents des années 1950!

Cette initiative a en tout cas le mérite d'être claire et ses conséquences évidentes. C'est un texte encore plus transparent que celui que le peuple suisse avait accepté de justesse en 2014, dont on subit toujours les conséquences aujourd'hui avec un dossier complexe dont on peine parfois à voir l'issue.

L'UDC, pourtant parti gouvernemental, donc un parti normalement censé contribuer à trouver avec les autres partis des solutions consensuelles pour répondre aux intérêts supérieurs de l'Etat, poursuit au travers de cette initiative son grand rêve, celui d'une Suisse devenue un îlot replié, recroquevillé sur lui-même, seule au milieu du reste du monde, dans ce monde où pullulent de dangereux étrangers qui veulent profiter de nous. Pourtant, notre pays jouit actuellement d'une situation extrêmement favorable et profite de son commerce extérieur, de son tourisme, de ses bonnes relations avec l'étranger.

Il bénéficie de tous les avantages de son ouverture sur le monde – croissance économique, stabilité politique, niveau de vie élevé, situation de paix –, la Suisse étant de fait protégée au milieu de l'Europe et du monde occidental par la puissance économique et militaire déployée par les pays qui nous entourent. La Suisse tire profit de ses relations avec les autres, gagne un franc sur deux à l'étranger et jouit d'une situation tellement stable qu'elle attire les investisseurs étrangers, car l'investissement recherche la stabilité et notre situation actuelle rassure. Il suffit d'imaginer ce qui se passe au Royaume-Uni actuellement pour bien comprendre que la fin des accords bilatéraux, la fin de la libre circulation des personnes, pourrait conduire à des difficultés inimaginables et à une période de troubles et d'instabilité. Voulons-nous d'un Brexit à la sauce helvétique?

Une grande majorité du peuple suisse, échaudée par l'expérience du 9 février 2014, devrait logiquement s'opposer à ce texte et j'ai l'intime conviction que même les plus fins stratèges de l'UDC ne souhaitent pas le succès de leur initiative. Ils recherchent juste ce type de débat pour alimenter la xénophobie latente qui couve dans l'esprit d'une partie du peuple suisse et cela à des fins purement électoralistes.

Il est vrai que nombreuses sont les personnes dans notre pays que les questions migratoires irritent. Certaines se sentent laissées sur le bord de la route et supportent mal cette concurrence de l'étranger, une concurrence ressentie souvent comme une menace. Je pense en particulier aux habitants des régions frontalières et aux personnes près de la retraite, qui ont perdu leur emploi. Il est de notre devoir d'apporter des réponses claires à nos concitoyennes et concitoyens sujets à ces sentiments.

Le Conseil fédéral vient de décider d'aider les personnes en fin de carrière professionnelle qui sont en difficulté par l'introduction d'une rente-pont. En réponse à l'initiative populaire de 2014, notre Parlement a décidé d'offrir



aux personnes cherchant un emploi et vivant en Suisse une certaine préséance dans l'accès, par les ORP, aux informations sur les postes de travail à disposition. C'est un pas, mais il faut certainement en faire plus. Ce que je sais, c'est que dans ma région, le Jura, la question des frontaliers est récurrente et, sur ce sujet, j'ai l'habitude de répondre aux personnes inquiètes qu'en fait aucune personne frontalière ne vient travailler sur sol suisse sans qu'un patron établi en Suisse ait décidé de l'employer. Pour contrer ce phénomène, il faut des salaires minimums et un renforcement des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Sur ces thèmes, l'UDC ne propose rien.

J'estime qu'il est également de la responsabilité morale des patrons, de celles et ceux qui engagent, d'assumer un rôle déterminant et de clairement privilégier les personnes qui habitent sur le territoire suisse, qu'elles soient suisses ou étrangères.

C'est une initiative pour rien, une initiative dangereuse, une initiative purement électorale, et elle mérite la réponse que nous allons lui donner.

**Glarner** Andreas (V, AG): 8 542 300 Personen lebten per 31. Dezember des letzten Jahres in der Schweiz, davon waren 25,1 Prozent Ausländer – das ist eine Million Menschen mehr als noch 2006. Man erzählt Ihnen, letztes Jahr seien nur 59 338 gekommen; aber das stimmt nicht: Es kamen 140 087. Zwar gehen immer mehr gut integrierte Spanier,

AB 2019 N 1845 / BO 2019 N 1845

Italiener, Portugiesen und Griechen nach Hause, es kommen aber Angehörige ganz anderer Nationen. Das heisst, dass wir nicht nur rund 60 000 Menschen zu integrieren haben, sondern über 140 000. In manchen Schulklassen finden Sie gerade noch ein einziges Schweizer Kind. Deshalb heisst es wohl "Lehrplan 21", weil 21 fremdsprachige Kinder im Schulzimmer sind.

An die links-grünen Klimahysteriker sei die Frage gerichtet: Ist Zuwanderung eigentlich CO<sub>2</sub>-frei? Sind es denn nicht die gleichen Gruppierungen, welche auch einer ungehinderten Zuwanderung das Wort reden und fordern, dass jeder Wirtschaftsmigrant bei uns aufgenommen und durch den Sozialstaat verhätschelt wird? Sind sich diese links-grün-alternativen Träumer eigentlich bewusst, dass für diese Zuzüger auch Wohnungen gebaut und Strassen erweitert werden müssen? Dass Lebensmittel, Möbel und Artikel des täglichen Bedarfs produziert und verteilt werden müssen? Dass Abfall eingesammelt werden muss? Dass Infrastrukturen gebaut und betrieben werden müssen? Und ja, dass auch eine florierende Wirtschaft nötig ist, um all diese Wachstumsrealitäten und grünen Utopien bezahlen zu können?

Die verantwortungslose Haltung der sogenannten Wirtschaftsverbände wie Economiesuisse trägt dazu bei, dass unsere Ordnung und unsere Werte zugunsten kurzfristiger Profite geopfert werden. Nur kommen dank der völlig verantwortungslosen Freizügigkeit, der Asylpolitik und dem Familiennachzug eben nicht nur Arbeitskräfte, sondern auch eine grosse Zahl mehrheitlich unterdurchschnittlich begabter, dafür überdurchschnittlich gebärfreudiger Einwanderer, welche sich zum grossen Teil am Honigtopf unseres Sozialsystems laben und unsere Schulen an den Rand des Zusammenbruchs bringen. Und nicht zu vergessen – lassen Sie es mich deutsch und deutlich sagen: Die Gewalt an Frauen ist importiert.

Immer mehr Schweizerinnen und Schweizer fühlen sich fremd im eigenen Land. Wer in dreizehn Jahren über eine Million mehr Menschen in dieses Land lässt und nun nicht Einhalt gebieten will, der zerstört doch die Werte dieses Landes. Ein ausgebauter Sozialstaat lässt sich nicht mit der Personenfreizügigkeit verbinden; wer das zulässt, zerstört die Werte unseres Landes. Wer dem Islam Vorrang vor unseren christlich-abendländischen Traditionen und Werten gewährt, der zerstört den inneren Frieden unseres Landes. Nun gilt es Einhalt zu gebieten! Wer jetzt nicht handelt, ist mitverantwortlich, wenn wir bald eine 10-Millionen-Schweiz haben!

**Nordmann** Roger (S, VD): Eine kurze Frage: Herr Kollege Glarner, fasse ich Ihre Ausführungen richtig zusammen, wenn ich sage, es gibt die Klimaerwärmung gar nicht, aber sie ist von den Ausländern verursacht?

**Glarner** Andreas (V, AG): Nein, aber Sie können doch nicht reklamieren und sagen, wir hätten immer mehr CO<sub>2</sub>-Ausstoss, wenn Sie eine Million mehr Menschen in dieses Land reinlassen, die übrigens auch Autos kaufen und benutzen: Das ist der Auswuchs. Die Strassen, die gebaut werden müssen, und der Abfall, der produziert wird, das alles hat einen direkten Einfluss auf das Klima. Ein Afrikaner in Afrika verursacht vermutlich weniger Ausstoss, als wenn er in die Schweiz kommt.

**Wermuth** Cédric (S, AG): Ich fand, ehrlich gesagt, wir hatten eine sehr interessante Debatte in diesen Tagen. Vor allem habe ich jetzt mit Interesse beobachtet, dass die Initianten – also die SVP – seit Monaten versuchen,



sich als Revoluzzer gegen das Wirtschafts-Establishment und die multinationalen Konzerne darzustellen – etwas, was Herr Glarner auch jetzt wieder versucht hat. Das hat eine gewisse Ironie und driftet natürlich auch etwas ins Lächerliche ab. Es war Ihre Politik der letzten zwanzig, dreissig Jahre, genau diese multinationalen Konzerne auch gegenüber dem lokalen Gewerbe zu bevorzugen. Heute ist es ja auch so, dass all die Spitzenpositionen Ihrer Partei primär mit Multimillionären, Grossindustriellen, Unternehmensberatern, Harvard-Absolventen und Bankern besetzt sind, die genau diese globalistische Schicht von Leuten repräsentieren, die sich eben nicht für die nachhaltige Entwicklung interessiert.

Aber das Schöne war, bei dieser Diskussion und jetzt auch wieder beim Vorredner zu sehen, dass es hier gar nie um eine europapolitische Debatte ging. Das wurde auch schon in der Kommission klar. Es ging auch nie um eine migrationspolitische Debatte. Auch in der Zeit der Kontingente gab es Migration, ja es gab sogar höhere Anteile von Gastarbeiterinnen und Gastarbeitern, als wir das heute mit der Personenfreizügigkeit haben. Es gab immer die Möglichkeit für die Branchen, ihre Bedürfnisse zu befriedigen. Das weist auch darauf hin, um was es in dieser Diskussion wirklich geht: Es geht eigentlich um eine innenpolitische Auseinandersetzung, darum, was dieses Land sein soll.

Auf der einen Seite, auf der Seite der Initianten, steht die Konzeption, dass die Schweiz primär ein Arbeitskräftereservoir mit Landesgrenzen für die Unternehmen sein soll, und mit diesen Arbeitskräften kann man dann auch umgehen wie mit Fleisch oder wie mit Broccoli, indem man sie in Kontingenten hin- und herschiebt. In der anderen Konzeption ist aber das, was wir Wirtschaft nennen, in erster Linie dazu da, die Bedürfnisse der Menschen zu befriedigen, und nicht umgekehrt. Dann ist auch klar, dass man die Menschen und nicht die Unternehmen mit Rechten und Privilegien ausstattet. Genau diese kopernikanische Wende, wie es Paul Rechsteiner einmal richtig gesagt hat, hat die Personenfreizügigkeit mit sich gebracht. Ja, die Personenfreizügigkeit und der Lohnschutz hindern die Unternehmen an der zügellosen Ausbeutung der Menschen. Sie haben verhindert, dass wir einen Tieflohnsektor haben, wie es ihn in Deutschland und in anderen Ländern gibt. Und genau das macht die Stärke des Modells Schweiz aus.

Die Begrenzungs-Initiative, die Sie hier vertreten, begrenzt in keiner Art und Weise die Migration oder die Personenfreizügigkeit in ihrem Ausmass. Das Einzige, was sie begrenzen würde, sind die Zukunftsaussichten meiner Generation. Gerade für die Aargauer wäre es besonders prekär. Der Aargau ist ein Kanton, der auf exzellenten Zugang zu den europäischen Forschungs- und Bildungskreisen angewiesen ist. 20 Prozent, errechnete Swissuniversities, betrugten die Verluste von Forschungsgeldern nach der Masseneinwanderungs-Initiative wegen des Ausschlusses von Horizon. Das ist für einen Kanton wie den meinen nicht tragbar. Das würde Institutionen wie die Fachhochschule, wie das PSI im Kern treffen und dieses Land für alle nicht besser, sondern schlechter machen.

Genau das Gleiche trifft bei den Lohnschutzmassnahmen zu, um die es Ihnen ja im Kern geht. Diese würden als Erste fallen, wenn die Personenfreizügigkeit wegfallen würde. Damit, geschätzte Kolleginnen und Kollegen von rechts, treffen Sie nicht nur die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Sie treffen vielmehr insbesondere das Gewerbe in einer Region wie der meinen, das ohne die flankierenden Massnahmen keine Chance mehr hätte, gegen Sozialdumpingfirmen, beispielsweise aus osteuropäischen Staaten, zu konkurrieren. Diese Gewerbler wehren sich darum auch zu Recht mit Händen und Füßen gegen diese Initiative.

Zusammengefasst: Ich bitte Sie im Interesse des Forschungs-, Industrie- und Entwicklungsstandortes, der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, aber auch des Gewerbes, diese Initiative abzulehnen.

**Béglé Claude (C, VD):** L'initiative populaire "pour une immigration modérée" vise à ce que l'établissement d'étrangers en Suisse soit réglé de façon autonome, sans référence au principe de la libre circulation des personnes de l'Union européenne, laquelle leur permet de s'établir et de travailler chez nous. Cette initiative prévoit, de surcroît, de négocier avec l'Union européenne la fin de l'accord en vigueur et, en cas d'insuccès, de dénoncer unilatéralement celui-ci.

Il faut reconnaître à l'UDC le mérite d'appeler un chat un chat et d'oser poser, de façon frontale, la question qui fâche. Certes, en cette époque électorale, cela lui permet de ramener au centre du débat politique un thème qui lui est cher mais, en même temps, cela permet à chacun de discuter du fond du problème.

AB 2019 N 1846 / BO 2019 N 1846

Ce fond du problème, quel est-il? Il peut se résumer en deux points: d'une part, les besoins de notre économie en travailleurs qualifiés et, d'autre part, la remise en question de l'acquis des Bilatérales.

Notre économie a de plus en plus besoin de talents, de personnes très compétentes dans leur domaine, car une bonne partie de son succès repose sur l'innovation d'entreprises, grandes ou petites, à la pointe du progrès dans leur domaine spécifique. Or, malgré l'excellence de nos hautes écoles, il nous manque de ces talents



dans les quantités nécessaires. En revanche, il se trouve que 54 pour cent des immigrés en provenance de l'Union européenne ont une formation de niveau tertiaire – soit dit en passant, contre 39 pour cent seulement en ce qui concerne les Suisses.

La question peut se poser des emplois moins qualifiés. Jadis, la main-d'oeuvre provenant d'Europe du Sud s'occupait de ces tâches; c'est aujourd'hui partiellement encore le cas. Mais ceux qui le font proviennent de plus en plus des pays du Sud ou de l'Est de la Méditerranée, mais cela est une autre affaire qui n'a rien à avoir avec la libre circulation des personnes de l'Union européenne.

Rappelons que la libre circulation des personnes ne signifie pas pour les ressortissants de l'Union européenne un droit de séjour inconditionnel en Suisse. Au contraire, pour pouvoir s'établir chez nous, il leur faut avoir un contrat de travail valable ou exercer une activité indépendante ou encore pouvoir démontrer qu'ils disposent de moyens suffisants pour subvenir à leurs besoins.

Le solde migratoire a diminué de moitié entre 2013 et 2018 en ce qui concerne les ressortissants de l'Union européenne. D'ailleurs, le pendant de cette immigration est constitué par la population suisse résidant dans les pays de l'Union européenne, à savoir 470 000 de nos concitoyens.

Il est, au passage, ironique de constater que, sans ces nouveaux venus, notre démographie irait en se contractant, que les résidents en provenance de l'Union européenne et de l'AELE contribuent à hauteur de 25,8 pour cent au financement de l'AVS actuelle, alors qu'ils n'en perçoivent pour l'instant que 16 pour cent sous forme de rente.

La libre circulation des personnes – c'est le deuxième thème – est l'une des quatre libertés fondamentales sur lesquelles s'est construite l'Europe communautaire. C'est un principe de base auquel il est peu vraisemblable qu'elle renonce. Or l'accord sur la libre circulation des personnes est l'un des éléments constitutif et indissociable des accords bilatéraux I, incluant aussi des accords sur la suppression des obstacles au commerce, les marchés publics, l'agriculture, le transport terrestre et le transport aérien. Tous ces accords sont liés entre eux par une clause guillotine; il serait insensé de prendre le risque d'en perdre le bénéfice.

Certes, l'Union européenne aurait aussi quelque chose à perdre au passage, mais bien moins que nous. Le risque existe que cet îlot de prospérité que constitue la Suisse agace autour d'elle et qu'on ne nous fasse pas beaucoup de cadeaux. Il en va vraiment de notre prospérité. Cela d'autant plus qu'outre les accords bilatéraux I, qui seraient directement touchés par la clause guillotine, l'Union européenne pourrait y ajouter d'autres éléments des accords bilatéraux II: Schengen/Dublin ainsi que les accords à venir, dont celui sur l'électricité. En cas de bras de fer, elle pourrait aller jusqu'à mettre dans la balance des accords qui n'ont rien à voir avec les bilatérales, comme celui relatif au programme de recherche Horizon 2020 ou l'équivalence boursière.

Tout bien pesé, mieux vaut pour la Suisse prendre des dispositions visant à atténuer certains risques liés à la libre circulation des personnes – mesures d'accompagnement, lutte contre le dumping salarial, appui aux travailleurs âgés – que de provoquer de front, pour une question de principe, un partenaire beaucoup plus gros et plus fort que nous.

Il convient donc de recommander le rejet de l'initiative de limitation, de se concentrer, de façon pragmatique, sur la défense de nos emplois ainsi que sur une prospérité qui passe par le fait de rester ouverts et de maintenir de bonnes relations de voisinage avec nos puissants voisins.

**Aeschi** Thomas (V, ZG): Ich habe Ihnen jetzt aufmerksam zugehört. Am besten haben mir von den Voten der anderen Parteien die Voten der CVP gefallen. Ich zitiere Ruth Humbel, die sagt: "Gemäss dem Sprichwort 'Wo Licht ist, ist auch Schatten' hat auch das Erfolgsmodell Schweiz seine Schattenseiten. Die negativen Folgen von Wirtschaftswachstum und Wohlstand zeigen sich insbesondere bei der Überlastung der Verkehrsinfrastrukturen, den überhöhten Bodenpreisen und Mietzinsen, den Umweltbelastungen sowie den Schwierigkeiten älterer Arbeitssuchender auf dem Arbeitsmarkt." Philipp Matthias Bregy sagt: "Die Probleme können allerdings nicht schöngeredet werden: Die Überlastung der Verkehrssysteme, die Schwierigkeiten im Arbeitsmarkt, gerade für die älteren Mitmenschen, bis hin zur Umweltbelastung – sie bestehen." Geschätzte Kolleginnen und Kollegen von der CVP, Sie haben das Problem erkannt. Machen Sie das Richtige, und unterstützen Sie die Begrenzungs-Initiative.

Ich gehe weiter zur BDP. Rosmarie Quadranti sagt: "Ausserdem ... ist diese Initiative menschenverachtend. Man will im Grunde ein Kontingentsystem." Ja, sehr schlau, haben Sie das erkannt, Frau Quadranti, wir wollen ein Kontingentsystem, wie das eigentlich alle 180, 190 oder 200 anderen Staaten in Bezug auf die Zuwanderung auch haben: Australien, Kanada, die USA. Was daran genau menschenverachtend sein soll, das verstehe ich nicht ganz. Vielleicht können Sie das dann noch ausführen.

Ich komme zu Herrn Jauslin. Herr Jauslin sagt: "Der Vorwurf, dass damals die Masseneinwanderungs-Initiative nicht gemäss den Initianten umgesetzt wurde, ist tatsächlich nicht ganz von der Hand zu weisen: Das Parla-



ment hat im Gesetzgebungsprozess die Zustimmung des Schweizervolks zu den Bilateralen I höher gewichtet als die buchstabengetreue Umsetzung der Initiative." Ja, Kollege Jauslin von der FDP, es ist doch eine etwas eigenartige Argumentation, dass man ein Abstimmungsergebnis vom 21. Mai 2000 höher gewichtet als eines vom 9. Februar 2014. Ich bitte Sie, hier die gleichen Regeln anzuwenden wie auch bei anderen Abstimmungen, nämlich dass jüngere Abstimmungen älteren Abstimmungen entsprechend vorgehen.

Frau Markwalder sagt, dass die EU nicht mit sich verhandeln liesse. Die vier Grundfreiheiten seien nicht an-  
tastbar. Frau Markwalder, die EU hat gerade mit der Ukraine, mit Moldawien, mit Georgien, mit der Türkei  
Abkommen ähnlich dem Rahmenabkommen abgeschlossen, die die drei Grundfreiheiten Warenverkehr, freien  
Dienstleistungsverkehr und freien Kapitalverkehr beinhalten, aber eben gerade nicht die freie Personenfreizü-  
gigkeit, weil man natürlich Angst vor der Zuwanderung von Hunderten Millionen Personen aus der Ukraine  
oder aus der Türkei in die EU hat. Die EU lässt genau mit sich verhandeln.

Beat Flach von der GLP, der eigentlich in die EU möchte, sagt: "Wir haben nämlich die Rosinen herausgepickt,  
die für uns wichtig sind." Kollege Flach, schauen Sie sich die Zahlen an! 1,4 Millionen EU-Bürger leben in der  
Schweiz, und nur 470 000 Schweizer leben in der EU, und davon sind viele Doppelbürger. 330 000 Grenzgän-  
gerinnen und Grenzgänger, insbesondere 176 000 aus Frankreich, 60 000 aus Deutschland und 74 000 aus  
Italien, arbeiten in der Schweiz. Dagegen arbeiten nur 17 000 Schweizer als Grenzgänger in der EU. Wenn Sie  
sich die Anzahl Lastwagen, die Camions, die die Schweiz durchqueren, anschauen, dann werden Sie offen-  
sichtlich sehen, dass viel mehr EU-Camions die Schweiz durchqueren als Schweizer Camions. Mit anderen  
Worten: Es ist ein klarer Vorteil für die EU.

Jetzt komme ich zur SP: Samira Marti nennt unsere Initiative eine "Lohndumping-Initiative". Frau Marti, Sie  
haben gar nichts begriffen. Das Dumping passiert eben gerade, weil die Grenzen offen sind, weil Hundert-  
tausende billige EU-Ausländer in die Schweiz kommen und hier zu Lohndruck führen. Schauen Sie dazu die  
"Neue Zürcher Zeitung" vom 18. September 2019, Seite 26, an: Die Reallöhne in der Schweiz sind um 0,5  
Prozent gesunken und in der EU – in Bulgarien, Ungarn, Polen, Lettland, Tschechien und Rumänien – um bis  
zu 6 Prozent gestiegen.

Ich komme zu Roger Nordmann: Er spricht von einem "Schweizer Brexit", auch die Bundesrätin hat das bereits

#### AB 2019 N 1847 / BO 2019 N 1847

erwähnt. Das ist falsch. Das Luftverkehrsabkommen ist bereits heute dynamisch, sehr technisch. Die EU hat  
deshalb kein Interesse, dieses zu kündigen. Zum Landverkehr: Hier haben wir Zugeständnisse gemacht, "40-  
Töner" bezahlen maximal 325 Franken für eine Durchquerung der Schweiz; auch hier ist die EU im Vorteil.  
Zur Landwirtschaft: Hier geht es vor allem um den Käse. Wenn dieses Abkommen dahinfallen würde, wäre das  
nicht so tragisch. Zum öffentlichen Beschaffungswesen: Hier profitieren vor allem EU-Firmen, weil sie zu höhe-  
ren Preisen in der Schweiz anbieten können. Zu guter Letzt zum Abkommen über technische Handelshem-  
mnisse: Hier haben wir bei der Medtech-Branche bereits eine Lösung gefunden; es wird eine Zertifizierungsstelle  
in Berlin geben.

Diese fünf verbleibenden bilateralen Abkommen im Rahmen der Bilateralen I sind mit anderen Worten nicht so  
kritisch. Wenn sie dahinfallen würden, dann ginge die Welt nicht unter. Hören Sie also auf, das zu überzeich-  
nen.

Haben Sie den Mut, und empfehlen Sie die Begrenzungs-Initiative zur Annahme.

**Amaudruz Céline (V, GE):** Les problèmes que pose l'arrivée de plus d'un million de personnes en une décen-  
nie ont déjà été longuement évoqués. Un aspect a pourtant été peu abordé jusqu'ici: celui de la violence à  
l'égard des femmes.

Le phénomène prend une ampleur inquiétante. Les cas de lésions corporelles, voire pires, ne cessent de  
défrayer la chronique, ce qui a notamment été dénoncé, sauf erreur, lors de la grève du 14 juin dernier.  
Malheureusement, le lien entre immigration et violence envers les femmes peine à être reconnu, malgré une  
étude sans ambiguïté, publiée dernièrement par la Haute Ecole zurichoise des sciences appliquées. Ainsi  
devons-nous constater que la propension à la violence envers les femmes est trois à quatre fois plus importante  
chez les jeunes musulmans que chez les protestants ou chez les catholiques.

Selon Eurostat, en 2017, au niveau des violences au sein du couple, la Suisse se classait au troisième rang,  
avec une fréquence de 0,4 meurtre de femmes pour 100 000 habitants. Seules l'Allemagne et la France font  
pire avec respectivement 0,55 et 0,5. La France vient de lancer une réflexion sur la question. La recrudescence  
des crimes d'honneur ou des violences conjugales dans les communautés issues de l'immigration – Maghreb;  
Proche-Orient: Balkans, Turquie; Orient: Inde, Pakistan, Afghanistan – ne manquera pas d'être évoquée par les  
associations de défense des femmes, lesquelles déplorent le manque d'études sous l'angle communautaire.



Avec la libre circulation telle que nous la subissons aujourd'hui, nous devons accepter l'arrivée de personnes potentiellement violentes que nous avons toutes les peines à renvoyer, compte tenu des critères très restrictifs permettant une mesure d'éloignement. Même si le thème des violences communautaires reste largement tabou, il n'en est pas moins important. Dans une Suisse de dix millions d'habitants, nous ne ferions qu'envenimer un problème que le politiquement correct nous empêcherait d'empoigner. Les femmes en paieraient une nouvelle fois le prix.

**Siegenthaler** Heinz (BD, BE): Nun bin ich etwas konfus: Werden jetzt schon die Lastwagen zu den Einwanderern gezählt, wie ich das vorhin im Votum von Herrn Aeschi gehört habe? Ich sehe das anders. Auch wenn heute ein anderes Thema die politische Agenda dominiert, so ist doch die Beziehung unseres Staates zur EU ein ebenso wichtiges und komplexes Themenfeld. Und dieses komplexe Thema lässt sich ja wunderbar bewirtschaften, aus welchen Gründen auch immer.

Nun haben wir – und darüber bin ich froh – eine Volksabstimmung, bei der dem Volk endlich klarer Wein eingegossen wird. Die Kündigungs-Initiative stellt eine klare Frage an die Stimmbbevölkerung: Ja oder nein zur Personenfreizügigkeit? Und damit auch: Ja oder nein zum bilateralen Weg? Danach werden wir ein klares Resultat haben, und diese Bewirtschafterei wird dann hoffentlich ein Ende haben. Alles andere, was hier auch noch aufgezählt und vermischt wurde, ist nur Beilage und hat gar nichts mit der Initiative zu tun. Es ist kein Brexit, da wir ja, zu Recht, nicht EU-Mitglied sind. Es geht weder um die Zuwanderung im Allgemeinen, aus Amerika oder aus Australien, noch um das Rahmenabkommen oder die Flüchtlinge oder um Schengen oder um Afrikaner und Islamisten, wie Herr Glarner uns das hier weismachen wollte. Es geht um die Personenfreizügigkeit mit der EU, also mit Menschen aus EU-Staaten.

Das klare Ziel der Kündigungs-Initiative würde bei einer Annahme auch klare Folgen zeigen: ein aussenpolitischer Rückschritt zurück zum Saisonnierstatut, das ernsthaft niemand mehr will, sowie eine Abwendung vom erfolgreichen bilateralen Weg hin zu einer völlig unsicheren Zukunft in der Beziehung zu unseren europäischen Nachbarn. Ich denke, dass diese Initiative sogar das Ziel eines Zuwanderungsrückgangs erreichen könnte, weil der Wegfall der wichtigen Bilateralen I einen so grossen wirtschaftlichen Schaden anrichten würde, dass die Schweiz in vielen Bereichen unattraktiv wäre, eben wie ein unattraktiver Betrieb, bei dem die Kunden wegbleiben und die Mitarbeitenden davonlaufen.

So freue ich mich auf die kommende Volksabstimmung, weil die Bürgerinnen und Bürger dieses Landes schon mehrmals Ja zum bilateralen Weg gesagt haben und weil sie den wirtschaftlichen Erfolg nicht aufs Spiel setzen wollen. Die Mehrheit will Fortschritt und nicht Rückschritt. Die Leute wissen, dass wir ein geregeltes Verhältnis mit der EU brauchen, wenn wir unseren Wohlstand erhalten wollen. Die Alternativen wären EU-Beitritt oder Isolation – und für beides werden Sie sicher keine Mehrheit finden.

Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger sind mutiger, als sie von den Initianten eingeschätzt werden. Sie erkennen die positiven, aber auch die negativen Seiten der Zuwanderung. Sie werden aber nicht auf die Angstmacherei der Initianten hereinfallen, weil sie wissen, dass sich die Welt vorwärtsdreht und es bei auftretenden Problemen gescheiter ist, schwimmen zu lernen, als zu versuchen, sich eine eigene Insel zu bauen – dies getreu nach der Präambel unserer Verfassung, dass frei nur ist, wer seine Freiheit gebraucht. Denn wer sich hinter Grenzen versteckt und aus Angst vor der Zukunft zurück in die gute alte Zeit will, der benutzt seine Freiheit nicht; der ist weder frei noch souverän.

Ich bitte Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

**Rösti** Albert (V, BE): Es braucht hier schon einige Korrekturen und Richtigstellungen. Ich möchte zuerst drei Feststellungen machen, denn es wurden hier in mehreren Voten ganz bewusst Falschinformationen gestreut. Das tun Sie hier immer und immer wieder.

1. Fachkräftemangel: Wenn Sie der Begrenzungs-Initiative zustimmen, haben wir wieder die Möglichkeit, jene Fachkräfte, die die Schweiz braucht, in vollem Umfang und aus jenen Ländern, aus denen wir sie brauchen, zu rekrutieren, nämlich aus den USA und aus Asien. Hier wurden die Kontingente für Menschen aus Drittstaaten nach der Masseneinwanderungs-Initiative bewusst eingeschränkt, Herr Pardini. Die Begrenzungs-Initiative hat nichts, aber auch gar nichts damit zu tun, dass wir keine Fachkräfte erhalten.

2. Abschottung und Ausländerfeindlichkeit – vorhin haben wir den Begriff "Isolation" gehört -: Es ist ein Problem der Schweiz, wenn wir Anreize schaffen, dass Ausländerinnen und Ausländer hierherkommen, keine Stelle finden und in die Sozialhilfe getrieben werden; es ist nicht deren Problem. Wir schaffen die falschen Anreize, wir verschieben das Problem damit sogar auf Ausländer, die bereits hier ansässig sind und die in die Arbeitslosigkeit gedrängt werden – Sie kennen die Zahlen. Das hat nichts mit Isolation zu tun. Die Schweiz war immer weltoffen, auch vor 2006, als wir die Zuwanderung noch gesteuert haben.



3. Bilaterale oder Steuerung der Zuwanderung: Damit müssen Sie jetzt wirklich einmal aufhören! Sie wissen es ganz genau: Es gibt 120 bilaterale Verträge – ich richte mich hier auch an die Medien, sofern sie da sein sollten, und sonst werden Sie es hier trotzdem hören –, aber man spricht immer von den "Bilateralen". Welches ist der wichtigste Vertrag? Der Freihandelsvertrag ist nicht gefährdet. Die anderen rund 120 Verträge sind nicht gefährdet. Die Guillotineklausel gilt einzig für sechs Verträge. Diese sechs Verträge sind nun

AB 2019 N 1848 / BO 2019 N 1848

einmal nicht matchentscheidend für die Wirtschaft in diesem Land! Sie sind schlicht nicht matchentscheidend, das wissen Sie haargenau. Die EU wird ein Interesse daran haben, sollte dereinst die Begrenzungs-Initiative angenommen werden, hier einzulenken, und sie wird die Guillotineklausel innerhalb eines Jahres für nichtig erklären. Niemand kann, dank dem Landverkehrsabkommen, so billig durchs Land fahren wie sie. Niemand kann, dank dem Landwirtschaftsabkommen, so viel Käse importieren wie sie.

Und dann noch zur Forschung: Sie wollen sich doch nicht am Mittelmass der EU ausrichten! Ich bitte Sie: Die ETH hat Besseres verdient, sie will sich an den Universitäten in Oxford und London, die zu den ersten zehn Universitäten zählen, und an Amerika ausrichten; sie will sich an der Exzellenz ausrichten. Bei technischen Handelshemmnissen, da haben wir ja jetzt gerade wieder ein Beispiel mit der Medizinaltechnik, weiss sich die Branche zu helfen.

Hören Sie auf, und bringen Sie endlich Lösungen! Ich habe keine einzige Lösung gehört hier vorne, wie Sie die Zuwanderung – eine Million Zuwanderer in dreizehn Jahren – jetzt bremsen wollen. Wenn die Zuwanderung weiter anhält und in den nächsten fünfzehn Jahren gleich viele Leute kommen, haben wir innerhalb dieser Zeitspanne die 10-Millionen-Schweiz. Das ist von der Infrastruktur her nicht verträglich, das erträgt unser Gesundheitssystem nicht, das erträgt unser Sozialsystem nicht. Sie wissen überhaupt nicht, wie dieses Problem dereinst zu lösen ist.

Eine derartige Zuwanderung erträgt vor allem der soziale Frieden in diesem Land nicht. Schon heute haben über 50-Jährige Mühe, eine Stelle zu finden; das anerkennt offenbar auch der Bundesrat und insbesondere die Frau Bundesrätin. Sie anerkennen die Probleme der über 50-Jährigen, wollen die Probleme aber zudecken, mit einer neuen Rente, mit Hunderten von Millionen Franken, mit dem teuersten Abstimmungskampf aller Zeiten. Sie wollen diese Probleme zudecken, gleichzeitig den Frauen dann aber sagen, sie sollen ein Jahr länger arbeiten, und junge, günstige Arbeitskräfte in dieses Land lassen. Herr Pardini, wie wollen Sie das in Einklang miteinander bringen? Wie wollen Sie diese Rente damit in Einklang bringen? (*Interruzione della presidente: Signor Rösti, deve concludere!*) Die Leute wollen Arbeit, unsere älteren Leute wollen Arbeit und nicht eine Rente. Diesen Abstimmungskampf mit Hunderten von Millionen Franken an Steuergeldern in diesem Land zu führen, erachte ich als Skandal, wenn man gleichzeitig das Problem der Zuwanderung von günstigen Arbeitskräften (*Interruzione della presidente: Signor Rösti, deve concludere!*) aus aller Herren Länder nicht lösen will.

Ich bitte Sie, hier vernünftig zu sein und die Begrenzungs-Initiative zur Annahme zu empfehlen; dies auch, Herr Siegenthaler, wegen der Biodiversität. Dass es Ihnen als Bauer (*Interruzione della presidente: Signor Rösti, per piacere, ha superato il suo tempo!*) egal ist, hektarenweise Land zu überbauen, das begreife ich definitiv nicht!

**La presidente** (Carobbio Guscetti Marina, presidente): Signor Rösti, ha superato ampiamente il suo tempo di parola.

**Jans Beat** (S, BS): Herr Rösti, Ihre Partei hat die Millionenzuwanderung beklagt, und Sie haben jetzt wiederholt gesagt, wir hätten kein Problem mit Fachkräften, die wir aus dem Ausland brauchen. Was gilt jetzt? Wie viel weniger Zuwanderung werden wir haben, wenn die Begrenzungs-Initiative angenommen ist, und wie viel weniger Grenzgänger und Grenzgängerinnen werden wir haben? Legen Sie sich fest!

**Rösti Albert** (V, BE): Der Bundesrat hat, als wir die Personenfreizügigkeit angenommen haben, selbst gesagt, wir hätten mit 8000 Zuwanderern zu rechnen. Gekommen ist das Zehnfache! Also wird die Steuerung der Zuwanderung nach dem früheren System – Sie kennen die Statistik – eine deutliche Reduktion bringen. Wir brauchen doch im Baugewerbe und im Gastgewerbe keine Zuwanderer, wenn wir in diesen Bereichen gleichzeitig 8 Prozent Arbeitslose haben. Sie können die Statistik selber anschauen. Fachkräftemangel haben wir vielleicht im Bereich der Ingenieure, im Bereich der Mediziner, des Pflegepersonals. Dort liegen die





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2019 • Dreizehnte Sitzung • 25.09.19 • 09h00 • 19.026  
Conseil national • Session d'automne 2019 • Treizième séance • 25.09.19 • 09h00 • 19.026



Zuwanderungszahlen in der Summe etwa bei 10 000, nicht bei 50 000 – voilà!

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen*  
*Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr*  
*La séance est levée à 12 h 50*

AB 2019 N 1849 / BO 2019 N 1849

